

Communiqué



Alliance de la Fonction publique du Canada | Représentant 160 000 travailleurs et travailleuses

Pour diffusion immédiate

le 8 mai 2008

L'examen des programmes fédéraux entraîne des mises à pied et la détérioration des services au Musée des beaux-arts du Canada

OTTAWA - La suite interminable des examens stratégiques des dépenses des programmes des ministères et agences ciblés dans l'ensemble du gouvernement fédéral entraînera des pertes d'emploi au Musée des beaux-arts du Canada et obligera à rogner les coins.

Ciblé pour un examen en 2007 en même temps que 16 autres ministères et agences, le Musée des beaux-arts a reçu instruction de diminuer de 5 % ses dépenses budgétaires.

Dans le récent budget fédéral rendu public en février, on faisait allusion à « une meilleure utilisation des ressources internes et gains d'efficacité au plan administratif » dans le secteur des musées. Le directeur du Musée des beaux-arts du Canada a exposé la vérité, le 3 avril, lorsqu'il a annoncé la perte de 10 emplois, y compris cinq mises en disponibilité, dont celle d'un restaurateur principal de papier ayant accumulé 25 années de service. On compte parmi les personnes mises en disponibilité trois membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) et un membre de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC).

Le directeur Pierre Théberge a aussi signalé que la coupe de 5 % découlant de l'examen stratégique des dépenses aura des répercussions sur les moyens de publication et de commercialisation du Musée. Selon le directeur, il faudra restreindre les activités et les expositions et diminuer la formation.

Les réactions aux coupes, plus particulièrement en ce qui touche l'emploi du restaurateur principal de papier, n'ont pas tardé. Le directeur a reçu de nombreuses lettres des cadres supérieurs, des administrateurs et des restaurateurs du Musée, qui soulignent que les coupes remettent en question l'engagement du Musée des beaux-arts et sa capacité de s'acquitter de son mandat, c'est-à-dire de préserver ses vastes collections et de les enrichir.

L'AFPC examine un éventail de mesures en réaction aux actions de l'employeur.

Ed Cashman, vice-président exécutif régional de la région de la capitale nationale, AFPC, s'élève aussi contre les coupes. « Non seulement ces coupes vont-elles nuire à la capacité du Musée de s'acquitter de son mandat, mais elles auront aussi une forte incidence sur les petits musées du pays qui comptent sur les collections du musée pour attirer des visiteurs. Voici un autre exemple de manque de vision du gouvernement Harper et de son mépris total de notre héritage culturel. »

Le gouvernement fédéral a annoncé son intention de mener des examens des dépenses des programmes dans 16 autres ministères et agences. L'AFPC a souligné auprès du Conseil du Trésor le bien-fondé de la consultation en ce qui a trait à ces examens des dépenses des programmes. Le syndicat surveillera ces examens et réagira à toute incidence sur les membres de l'AFPC.

-- 30 --

Renseignements : Ed Cashman : (613) 297-1924
Vice-président exécutif régional
Région de la capitale nationale

16-080508